

---

**Entretien accordé par Néjib Chebbi, secrétaire du PDP,  
à la revue en ligne *Aqlam on line*, n° 9, octobre 2003,  
<http://www.aqlamonline.com> (extraits),  
traduction Éric Gobe**

### **Comment évaluez-vous la situation politique en Tunisie ?**

Un sentiment d'échec et de frustration domine l'opposition. [...] Les mouvements politiques ne posent pas cette question, tout au moins avec toute l'ampleur qu'elle mérite. Les problématiques ne sont que partielles, comme si nous limitions la vie politique à la question des prisonniers politiques. Certes, c'est un enjeu important pour l'évolution du régime, cependant la question du développement de notre régime politique ne se résume pas à ce dossier. [...].

On ne peut pas imaginer un développement de la vie politique sans une libéralisation, sans la liberté de se réunir pour tous. Ce sont là des dimensions d'un enjeu fondamental, mais cet enjeu ne se limite pas au droit du Tunisien à participer à la vie politique ; il s'agit aussi de redonner une légitimité constitutionnelle au pays, dans la mesure où ce qui s'est passé le 26 mai 2002 a produit un vide constitutionnel. Les amendements introduits dans la Constitution consacrent un pouvoir dictatorial irresponsable.

### **Comment sortir de cette situation ?**

La seule solution réside dans la revendication et la défense de la légitimité constitutionnelle. Un tel combat nécessite courage, audace et sacrifice et exige de faire bloc.

[...] Que doit-on faire pour retrouver une légitimité constitutionnelle ? Deux choses. La première est d'unir la classe politique autour d'un enjeu unique, la démocratie et d'un programme commun. Les différends doivent être remis à plus tard, c'est-à-dire après le retour de la légitimité constitutionnelle [...].

La seconde est que le peuple participe petit à petit au combat politique. [...] Cet engagement dans le combat politique dépendra de l'apparition d'une direction courageuse, audacieuse et unie.

**Si nous prenons les partis tunisiens les uns séparément des autres, votre parti compris, on s'aperçoit qu'ils manquent de courage [...] Nous savons que pendant la période précédente, l'objectif était d'unir ce que l'on appelle « l'opposition démocratique ». Où en êtes-vous par rapport à cette orientation ? Pourquoi refusez-vous l'ouverture au courant islamiste [...] ?**

En ce qui concerne les alliances, j'ai personnellement présenté un rapport l'année dernière, ou plutôt il y a un an et demi ou deux ans, dans lequel j'abordais la question des alliances. Je pensais que l'alliance entre le mouvement démocratique et le mouvement islamiste était prématurée. J'ai précisé que cette question n'était pas idéologique, qu'il ne s'agissait pas d'une exclusion idéologique. Nous reconnaissons le droit d'exister politiquement aux islamistes ; nous exigeons une amnistie générale dont ils seraient d'ailleurs les principaux bénéficiaires. [...] On peut aller dans la même direction, mais en formation dispersée, je veux dire qu'il n'est guère utile de former un front uni tant qu'il existera une crise de confiance entre l'aile islamiste et l'aile démocratique de l'opposition. [...] Cela ne signifie pas que l'aile islamiste dispose du monopole de l'islam et que l'aile démocrate dispose du monopole de la démocratie. Mais ce sont des terminologies que nous utilisons parce qu'elles ont une signification politique et culturelle claire.

Il existe une crise de confiance entre l'aile islamiste et l'aile démocrate à propos de l'avenir de la démocratie dans le cadre d'un régime islamique. Les démocrates ont peur d'une remise en cause des libertés. [...] En raison de cette crise de confiance, il n'est pas possible de créer un front parce que les démocrates s'émietteraient plus encore dans ce cas. Un autre élément entre en ligne de compte : cette position s'inscrit dans un contexte mondial de terrorisme à la suite du 11 septembre 2001. Il existe une « diabolisation » du phénomène islamiste.

**Ne serait-il pas plus judicieux de s'opposer à cette « diabolisation », plutôt que de s'y résoudre et, par conséquent, de prendre une position politique en s'alliant avec le mouvement islamiste ?**

La politique consiste à comprendre les intérêts des uns et des autres et si l'on veut créer un front, celui-ci doit viser à obtenir des résultats. [...] Il faut prendre en compte la situation interne du mouvement démocratique, ainsi que les circonstances internationales et leur influence sur la scène intérieure. Je dis qu'au final il convient d'établir un dialogue constructif, mais ne pas aller plus loin dans les circonstances actuelles. Telle est ma position personnelle et non celle du parti qui n'en a pas encore discuté.

[...] De nombreuses initiatives visant à établir le dialogue entre démocrates et islamistes ont été prises. La première a eu lieu à Paris le 18 mai 2002, elle a été suivie par la rencontre d'Aix-en-Provence. Le dialogue organisé par Tahar Belhassen en invitant Rachid Ghanouchi constitue une autre étape. Cela a contribué à rapprocher les points de vue [...].

À la lumière des nouveaux éléments que je viens d'exposer, il convient donc de repenser les relations entre l'aile démocrate et l'aile islamiste de l'opposition. Mais cela exige de nombreuses conditions.

**Cela veut-il dire que sont en place les prémisses d'une réconciliation entre le courant démocratique et le courant islamiste, préalables d'une alliance entre les deux courants ?**

Personnellement, je le souhaite [...]. Je pense que le dialogue qui a commencé est susceptible de s'approfondir. [...] Je crois que les démocrates dans leur ensemble soutiennent l'amnistie et le droit des islamistes à exercer une activité politique, tout comme les autres composantes politiques tunisiennes. [...] Pourtant les déclarations officielles des islamistes tendent à montrer que leur vision de la démocratie ouvre la voie à de nombreux dérapages populistes [...]. Or, la démocratie c'est le pouvoir du peuple encadré par les libertés et des droits individuels sur lesquels on ne peut pas transiger.

**Vous savez que le PCOT, par exemple, a reproché à la rencontre d'Aix-en-Provence d'avoir normalisé la situation d'Ennahda au sein de l'opposition tunisienne. Un tel positionnement signifie que certaines parties refusent le front pour des raisons idéologiques. Vos propos peuvent signifier qu'un des acteurs fondamentaux de la scène de l'opposition [ndt Ennahda] continue de dépendre du veto d'une force politique marginale. Combien de temps encore va durer cette situation ?**

J'appelle tout le monde à dépasser les conflits.

**[...] L'opposition n'a rien réalisé jusqu'à ce jour. Le choix d'une réconciliation nationale globale entre les différentes composantes de la scène politique tunisienne, pouvoir compris, est-il le choix à faire aujourd'hui ? Comment y parvenir ?**

Je pense que la réconciliation avec le pouvoir est un leurre [...] parce qu'il considère avoir réussi. Poser cette question maintenant est un non-sens dans la mesure où les conditions de cette réconciliation ne sont pas réunies [...].